

Fort impact du prix des céréales sur les filières animales

L'année 2012 est marquée par une forte hausse des prix des céréales qui atteignent des records. Le coût des aliments pour animaux grimpe d'autant, pénalisant l'ensemble des filières animales. Cependant, en raison de volumes en réduction, les cours des produits animaux progressent pour l'ensemble des secteurs (bovins, porcs, volaille, œufs), excepté le lait. Au cours de cette même année, les légumes sont bien valorisés.

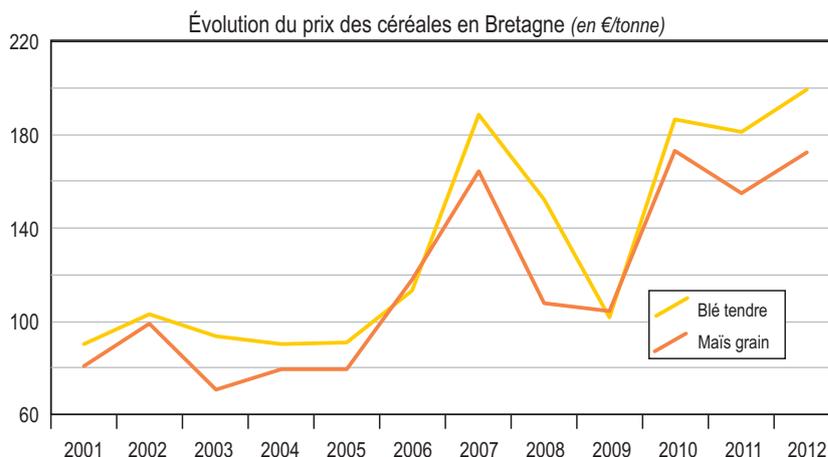
Prix record des céréales

En 2012, bien qu'elle progresse au niveau national, la récolte céréalière diminue en Bretagne. Les quantités récoltées en céréales reculent de 4,8 % comparées à 2011 et de 1,1 % comparées à la moyenne quinquennale (2007-2011).

La sole céréalière croît de 0,5 % en un an. Les surfaces diminuent en orge, avoine et maïs grain, mais progressent en blé et triticales. Avec 302 700 hectares (ha), cultivés en majorité pour l'alimentation animale, le blé demeure la céréale la plus répandue en Bretagne, suivie du maïs grain (124 700 ha), de l'orge (66 000 ha) et du triticales (58 300 ha).

Les rendements céréaliers sont moins bons qu'en 2011, en raison de l'abondance de pluies et du manque de chaleur qui ont perdu jusqu'au mois de juillet, ainsi que de la moindre efficacité des traitements fongicides à cause du temps. Pour le maïs, les retards de semis au printemps et les températures bien trop basses à partir d'avril ont affecté le bon développement des plants. Cependant, l'état sanitaire des céréales est bon et les stocks de blé en fin de campagne sont satisfaisants. Au final, les rendements reculent de 2,5 % pour l'ensemble des céréales à paille. La baisse pour le maïs grain est plus forte (-12 %), mais à relativiser par rapport à l'excellente année 2011. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, les rendements perdent 0,6 quintal par hectare (q/ha) pour le blé et 2,7 q/ha pour le maïs grain. Ils gagnent cependant 3 q/ha pour l'orge et le triticales.

Prix des céréales exceptionnel en 2012



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - FranceAgriMer

La superficie en oléagineux est de 41 600 ha en Bretagne. Elle s'accroît pour la troisième année consécutive. Par rapport à la moyenne quinquennale 2007-2011, les rendements gagnent 3 % et la production annuelle 16 %.

En 2012, avec 4 600 ha, les surfaces en protéagineux chutent de 40 % en un an et de 30 % comparées à la moyenne 2007-2011. Il s'agit plus d'un retour à la normale, après le haut niveau de 2011 et le bond de 2010 engendré par l'incitation financière ponctuelle de la Politique Agricole Commune en faveur de l'autonomie en protéines.

Après leur envolée observée lors de la campagne 2010-2011 et leur niveau encore élevé lors de la dernière campagne, les cours

céréaliers et oléagineux sont au plus haut pour cette première partie de campagne 2012-2013. Le contexte mondial explique ce niveau exceptionnel. Les bilans mondiaux de blé tendre et de maïs sont en effet déficitaires, en raison des multiples sécheresses qui ont sévi dans de nombreux pays (Etats-Unis, pourtour de la mer Noire) et les stocks de fin de campagne prévus sont particulièrement bas pour le maïs. En Bretagne, selon l'enquête FranceAgriMer auprès des collecteurs, le prix de base des céréales dont la qualité est bonne, augmente, par rapport aux moyennes quinquennales, de 23 % pour le blé, 20 % pour le triticales, 16 % pour l'orge et 22 % pour le maïs grain.

L'augmentation du coût des aliments, qui résulte de ces hausses de prix, accroît les

charges des éleveurs, affectées par ailleurs par la progression des coûts externes (engrais et énergie).

Cours du porc au plus haut en septembre

Alors qu'il progressait quasiment chaque année depuis 2000, le volume de porcs charcutiers abattus en Bretagne baisse en 2012 :

– 1,9 % par rapport à 2011 et – 1,6 % comparé à la moyenne quinquennale 2007-2011. Le volume 2012 s'élève à 1,104 million de tonnes pour 13,8 millions de têtes. Les éleveurs de porcs ont en effet réduit leurs effectifs dans un contexte de coût de l'aliment élevé et d'obligation de mise aux normes des bâtiments d'élevage de truies, à échéance du 1er janvier 2013. La réduction des disponibilités accentue la fragilité structurelle d'abattoirs en surcapacité.

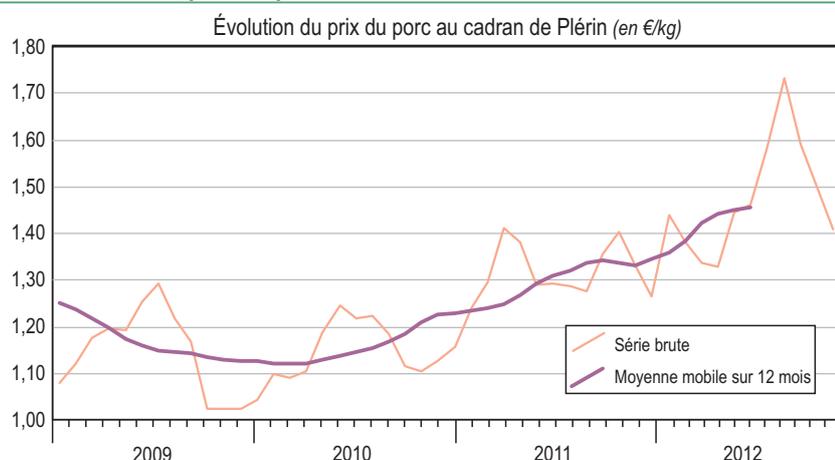
Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit, en moyenne annuelle, à 1,46 euro le kilo (€/kg). Il gagne 11 % sur le prix élevé de l'an passé, et 21 % sur la moyenne 2007-2011. L'accroissement a lieu en partie en février avec des cotations allant jusqu'à 1,50 €/kg, dans un contexte d'insuffisance de l'offre face à la demande, puis les cours faiblissent. Ils reprennent fin mai, grâce à la demande soutenue et aux expéditions en vifs (Espagne, Sud-ouest de la France) qui affaiblissent le disponible pour les abattoirs. La véritable envolée a lieu au cours de l'été. En raison de la baisse de la production en France et dans les grands bassins européens, les cotations grimpent jusqu'à 1,73 €/kg en septembre, niveau historique. Mais les cours retombent au dernier trimestre, pour finir l'année à 1,40 €/kg en décembre. Une demande en deçà des attentes, des offres plus fournies qu'en début d'automne, ainsi que l'absence de débouchés extérieurs, notamment vers l'Est de l'Europe et l'Asie, entraînent cette chute. Aucun bassin européen n'est épargné.

Parallèlement, le coût des aliments pour porcins atteint un nouveau record en 2012. Alors qu'il reculait d'un mois sur l'autre depuis juillet 2011, le prix des aliments repart à la hausse en février 2012, suite à l'augmentation du prix des céréales. Estimé par l'IFIP (Institut de la Filière Porcine), le prix des aliments dépasse de 29 % la moyenne 2007-2011. L'accroissement est de 22 centimes d'€ par kg de carcasse comparé à la moyenne quinquennale. Dans ce contexte d'augmentation du coût de l'aliment, les éleveurs de porcs développent, depuis plusieurs années, la fabrication d'aliments à la ferme (faf), couvrant ainsi le tiers des besoins alimentaires du cheptel porcine breton.

Volumes en baisse pour la volaille

L'activité de la filière volaille est marquée par la mise en redressement judiciaire du groupe Doux, prononcée le 1er juin 2012. Le groupe, en recherche de solutions pour réduire son endettement, est aussi fragilisé par la baisse des restitutions européennes qui menace les exportations. Les difficultés du groupe, qui compte, dans la région, deux couvoirs, quatre abattoirs, deux unités de transformation et deux usines d'aliments, ont des conséquences pour l'ensemble de la filière avicole.

Forte volatilité du prix du porc



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Marché au cadran de Plérin

Baisse générale des productions animales

Les principales productions bretonnes en 2012

	Bretagne		Évolution 2012(p) / 2011 (en %)	Part Bretagne / France 2012 (en %)
	2012 (p)	2011		
Productions végétales (en tonnes)				
Blé	2 081 232	2 134 215	-2,5	6
Maïs grain	1 021 220	1 202 991	-15,1	7
Orge	439 282	447 377	-1,8	4
Triticale	377 021	347 947	8,4	16
Autres céréales	99 990	89 800	11,3	3
Oléagineux	139 680	143 533	-2,7	2
Maïs fourrage	4 271 500	4 231 948	0,9	24
Choux-fleurs	299 397	296 196	1,1	84
Tomates	192 346	192 172	0,1	24
Lait (en millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 077	5 145	-1,3	22
Activité dans les abattoirs (en tonnes)				
Bovins - 12 mois	68 236	69 207	-1,4	32
Veaux	67 745	68 934	-1,7	36
Gros bovins	261 312	265 222	-1,5	21
Porcs	1 133 645	1 150 741	-1,5	58
Gallus	366 882	393 473	-6,8	35
Dindes	155 749	172 588	-9,8	42
Production d'œufs des élevages professionnels (en milliers)				
Œufs de consommation	4 905 400	5 049 840	-2,9	43

p : provisoire

Source : Agreste DRAAF Bretagne - Statistique agricole annuelle, Enquêtes auprès des laiteries, Enquête auprès des abattoirs

Après deux années de hausse et une activité maximale en 2011, le volume de poulets abattus en Bretagne se réduit de 6,8 % en 2012, tout en dépassant la moyenne quinquennale (+ 3,6 %). Les exportations françaises de viande de poulet, provenant en grande partie de Bretagne, reculent sur l'année (- 2,4 %). Le repli concerne aussi bien l'Union européenne que les pays tiers (Asie,...). Dans le même temps, les importations s'accroissent de plus de 5 %. La consommation de poulet en France se stabilise sur celle de l'an dernier, mais décroît au dernier trimestre.

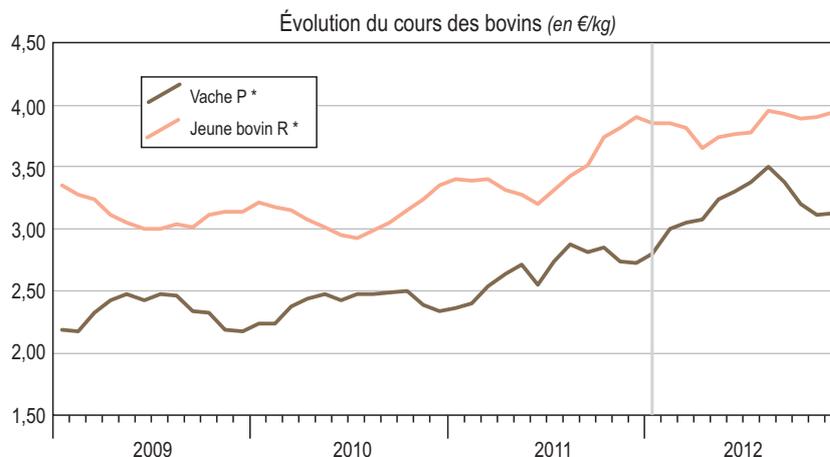
La filière dindes est en grande difficulté. En 2012, les abattages de dindes reculent de 17 % comparé à la moyenne 2007-2011. Dans un contexte de diminution des exportations françaises (- 8,7 % sur un an), l'amélioration de la consommation nationale ne suffit pas à inverser la tendance.

Le coût des aliments pour volailles est au plus haut. Selon l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), le coût moyen annuel excède de 5,6 % celui de 2011, et de 17 % la moyenne quinquennale. Les éleveurs, pénalisés par la hausse des charges d'alimentation, subissent également l'augmentation du coût de l'énergie, d'autant que les bâtiments vieillissants génèrent un surcoût en chauffage.

En 2012, l'évolution du coût de l'aliment est faiblement répercutée sur les prix des marchés. Le prix annuel moyen du poulet prêt à cuire à Rungis croît de 1,7 % par rapport à 2011 et de 7,7 % comparé à la moyenne 2007-2011. Il s'affiche à 2,27 €/kg. Le prix moyen du filet de dinde à Rungis, quant à lui, se réduit de 3,3 % en un an (5,05 €/kg).

L'année 2012 est une très bonne année pour la filière œufs de consommation. Alors que le nombre d'œufs produits en Bretagne chutait au cours de l'année 2011, en raison des travaux de mise aux normes réalisés par les éleveurs pour répondre aux exigences européennes relatives aux cages de poules pondeuses, la tendance s'inverse en 2012. Depuis le début d'année, la production reprend, d'un trimestre sur l'autre, et dépasse le niveau de 2011 au second semestre. En moyenne annuelle, la production reste inférieure à celle de l'an passé (- 2,9 %) et les industriels doivent faire face à une pénurie d'œufs. Dans ce contexte de raréfaction de l'offre, le prix des œufs de consommation grimpe de 53 % en 2012, en France. Le cours des œufs atteint un pic en mars, puis se replie, mais termine malgré tout l'année à

Des prix bien orientés en 2012 pour les bovins

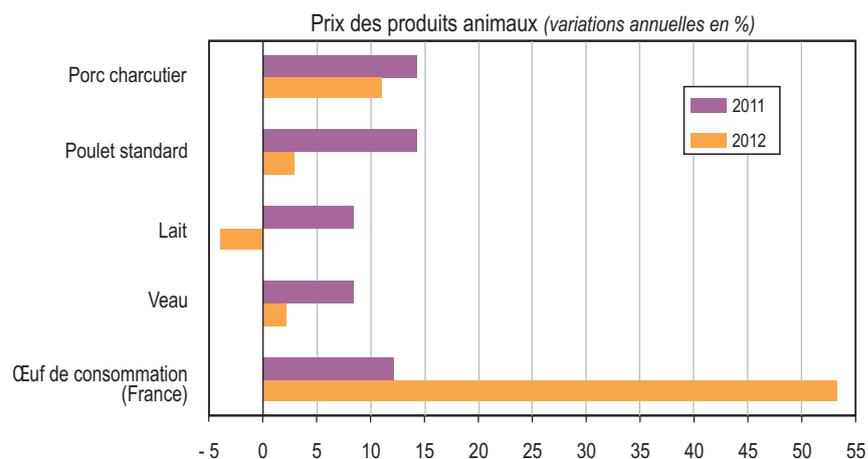


Attention : en janvier 2012, le système de cotations gros bovins a été modifié, avec une nouvelle grille de cotations, et un élargissement de la zone géographique au bassin Grand Ouest. Les cotations ne sont donc pas directement comparables avec celles des années précédentes.

* Catégorie selon la grille communautaire de classement des carcasses de bovins (6 classes de conformation : S, E, U, O, R et P). Exemple : la vache P est la vache de réforme.

Source : Agreste - DRAAF Bretagne - FranceAgriMer

En 2012, l'ensemble des prix des produits animaux augmente, excepté le lait



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - FranceAgriMer - Marché au cadran de Plérin

un niveau élevé, du fait d'une production faible à l'échelle européenne.

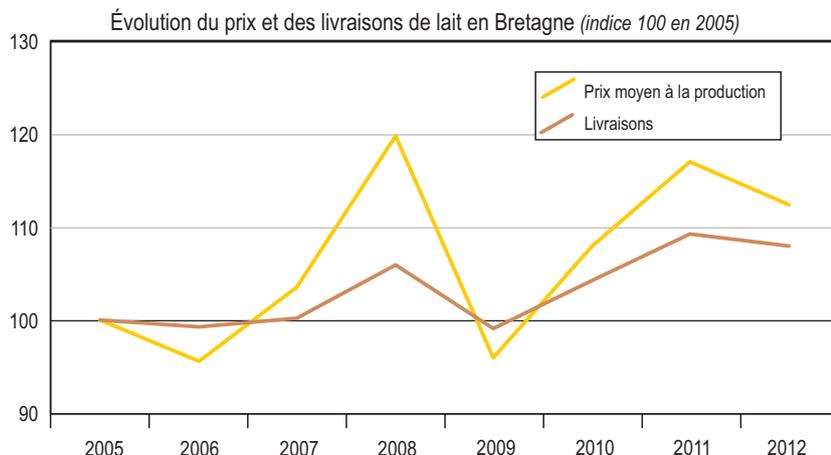
Bonne année pour les gros bovins, moins bonne pour les veaux

Alors qu'ils progressaient chaque année depuis 2006, les abattages de gros bovins en Bretagne se réduisent de 1,5 % en 2012, mais restent supérieurs à la moyenne 2007-2011. La quasi-totalité de la baisse annuelle concerne les génisses et bœufs de plus de deux ans. Les abattages de vaches de réforme, quant à eux, augmentent légèrement.

Dans un contexte de demande dynamique et de disponibilités réduites à l'échelle européenne, les gros bovins bénéficient de cotations bien orientées en 2012. Le prix de la vache lait P du bassin Grand Ouest atteint 3,18 €/kg¹ en moyenne sur l'année. A partir de janvier, le prix grimpe régulièrement pour atteindre un pic en août. Il termine l'année à un bon niveau. Les cours des autres gros bovins (génisse R, bœuf R...) s'accroissent tout au long de l'année.

¹ Depuis janvier 2012, un nouveau système de cotations des gros bovins est appliqué, avec une nouvelle grille de cotations, et un élargissement de la zone géographique au bassin Grand Ouest. Les séries ne sont donc pas exactement comparables avec celles des années précédentes

Lait : baisse du prix et des volumes en 2012



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laitières

Les exportations nationales en viande et en vifs se replient en 2012. La demande des pays tiers se maintient jusqu'au premier semestre, puis les exportations vers la Turquie sont freinées par le doublement de la taxe d'importation à partir de juillet et par la fermeture ponctuelle du marché en octobre.

Comme pour les autres catégories d'animaux, le coût de l'aliment pour gros bovins est le plus élevé depuis 2005. Selon l'IPAMPA, il s'accroît de 9,5 % sur un an (+ 20,8 % sur 2007-2011).

La filière veaux de boucherie est toujours en difficulté et depuis la crise de 2008, les intégrateurs réduisent les mises en place. En 2012, les abattages de veaux de boucherie sont inférieurs de 7 % à la moyenne quinquennale. Depuis 2005, le volume abattu ne

cesse de diminuer, atteignant 68 200 tonnes en 2012. Ce faible volume d'abattage maintient le prix du veau à un niveau élevé, 6 €/kg en moyenne annuelle, soit 10 % de plus que le prix moyen quinquennal. Mais l'augmentation du coût de l'aliment (+ 10 % comparé à 2007-2011) pèse également sur le revenu des éleveurs.

Une conjoncture laitière un peu moins satisfaisante

Après deux années très favorables pour le secteur laitier, la tendance se retourne en 2012.

Le prix moyen du lait payé aux producteurs bretons atteint 327 euros pour 1 000 litres (€/1 000 l). S'il excède de 3,2 % la moyenne

2007-2011, il perd 4 % sur le haut niveau de 2011. A partir d'août 2012, le prix du lait passe en dessous du niveau quinquennal, suite à la baisse des prix des produits laitiers observée en début d'année, liée aux disponibilités importantes sur le marché mondial.

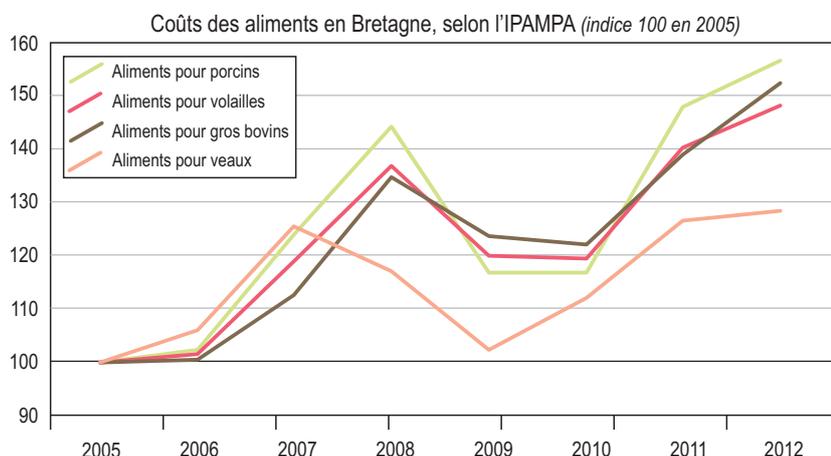
Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2012 faiblissent de 1,5 % comparées à celles de 2011, mais dépassent encore de 4,1 % la moyenne 2007-2011. Au premier trimestre, le niveau attractif du prix du lait, de même que le contexte mondial favorable à l'exportation pour les principaux produits laitiers, continuent de soutenir l'activité. Au deuxième trimestre, les livraisons se maintiennent au niveau élevé de 2011. Au troisième trimestre, elles passent en dessous du niveau de 2011. La collecte ralentit sous l'effet de la baisse du prix du lait, mais aussi de la hausse du coût de l'alimentation, qui a entraîné une réduction des achats d'aliments concentrés.

Le décret instaurant l'existence des organisations de producteurs de lait (OP) et fixant les modalités françaises, en déclinaison des textes européens, est signé le 20 avril 2012. Le texte permet aux OP d'intervenir dans la négociation des contrats écrits entre producteurs et industriels (modalités de prix, volume, durée des contrats...). Selon le rapport sur la contractualisation dans le secteur laitier, demandé par le Ministre de l'agriculture et paru le 10 juillet, la quasi-totalité des entreprises privées ont signé des contrats avec la quasi-totalité de leurs producteurs. Mais les négociations ont parfois été difficiles et le contexte reste tendu.

Des légumes bien valorisés

En 2012, l'augmentation du prix des choux-fleurs (+ 25 % sur 2011 et + 8 % sur 2007-2011) l'emporte sur le repli de la production (respectivement - 15 % et - 9 %). Le prix moyen annuel atteint 0,53 €/tête, stade production. Durant l'hiver et le printemps, en dehors des périodes de froid intense, le marché européen du chou-fleur est souvent encombré. En Bretagne, le froid de février entraîne une production très faible mais bien valorisée, tandis que le produit est abondant en mars. Le chou-fleur d'automne bénéficie d'un contexte plutôt porteur jusqu'à Noël, avec des cours très élevés face à une offre inhabituellement basse. La conjoncture s'inverse la semaine de Noël avec le retour de volumes importants au plus mauvais moment.

Coûts des aliments encore plus élevés



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Insee

La conjoncture apparaît globalement favorable pour les tomates, dont l'offre annuelle correspond à celle de 2011 (+ 7 % sur 2007-2011), avec des prix en hausse. Le prix moyen des tomates en grappe, à 1,23 €/kg, stade expédition, est supérieur de 23 % à celui de 2011 (+ 9 % par rapport à la moyenne 2007-2011). Au printemps, malgré la baisse des rendements, l'offre de tomates progresse, grâce aux surfaces, et les prix augmentent. A l'été, période de pleine production, la consommation est dynamisée par la météo et le produit est bien valorisé. A l'automne, le temps pluvieux freine la consommation.

L'offre de poireau s'accroît (+ 23 % sur 2011 et + 56 % sur 2007-2011). Le prix moyen, à 0,59 €/kg, dépasse de 22 % celui de l'an passé (- 4 % comparé à 2007-2011). En février, la Bretagne, moins touchée par le gel que les

autres zones de production, profite d'un marché très demandeur délaissé par les concurrents français et étrangers. En mars, malgré la douceur des températures, le marché reste dynamique avec des cours soutenus. Les prix sont d'un bon niveau jusqu'en décembre.

En 2012, l'offre annuelle d'artichauts dépasse celle de 2011 (+ 3,5 %) tout en étant inférieure à la moyenne quinquennale (- 8,5 %). Le prix de l'artichaut camus, à 0,51 €/kg, gagne 5 % en un an (+ 4 % sur la période 2007-2011). En raison d'une entrée en production timide et tardive, l'artichaut breton bénéficie peu de la place laissée par le produit sinistré du Roussillon. Cependant, les nombreuses promotions, les rendements importants en gros calibres, la demande soutenue de l'Italie entraînent finalement un bilan satisfaisant.

La production de pommes de terre primeurs poursuit son recul structurel (- 37 % par rapport à la moyenne 2007-2011), avec un prix moyen affiché à 0,47 €/kg en 2012 (+ 38 % comparé à la période 2007-2011).

Pour les endives, la nouvelle campagne débute tardivement, fin septembre, avec des apports minimes et des cours élevés. Puis les prix baissent sensiblement pour remonter en fin d'année.

Concernant les légumes industriels, les productions récoltées se réduisent en petits pois, haricots verts, et haricots à écosser et demi-secs, du fait notamment d'une baisse de surfaces remplacées par des céréales.

■ Linda Deschamps – DRAAF

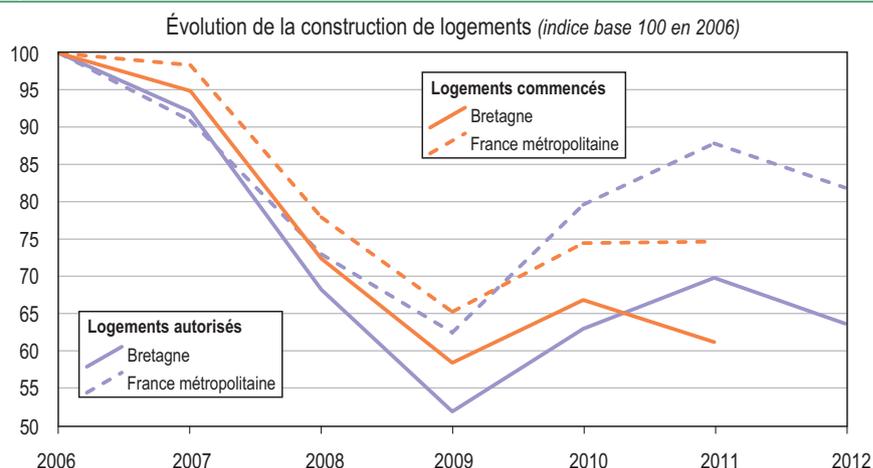
Recul de la construction de logements neufs plus prononcé en Bretagne

En 2012, le nombre de logements autorisés à la construction baisse en Bretagne. France entière, le recul est un peu moins marqué. Le ralentissement de l'activité s'accompagne d'une baisse du prix de vente des appartements neufs.

Au cours de l'année 2012, 25 350 logements¹ ont été autorisés à la construction dans la région, soit 2 500 de moins qu'en 2011. Ce repli de 9 % fait suite à deux années de hausse.

En France métropolitaine, la tendance est la même mais avec un recul un peu moins marqué (- 6,8 %). De ce fait, la construction de logements en Bretagne représente, pour l'année 2012, 5,9 % de l'ensemble de la construction sur le territoire français, contre 6 % en 2011. Les mises en chantier reculent également plus fortement en Bretagne qu'en métropole, la part de la Bretagne passant de 6,3 % en 2011 à 6,1 % en 2012.

Repli en 2012...



Note : données brutes, en date réelle. Données 2012 non disponibles pour les logements commencés, car le délai de diffusion des séries de mises en chantier en date réelle est de 18 mois.

Champ : logements individuels et collectifs ; France métropolitaine
Source : SOeS, Sit@del2

1- dont 24 500 logements ordinaires (hors logements en résidence : tourisme, étudiants, personnes âgées,...)

... plus marqué dans le Morbihan et les Côtes-d'Armor

Logements autorisés par département (en %)

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total		Évolution annuelle moyenne 2012/2007*
	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	
Côtes-d'Armor	3 023	- 8,8	981	- 15,4	4 004	- 10,5	- 10,0
Finistère	3 804	- 12,6	1 833	8,8	5 637	- 6,6	- 9,5
Ille-et-Vilaine	4 107	- 11,8	5 544	- 5,9	9 651	- 8,5	- 3,6
Morbihan	3 994	- 4,9	2 060	- 20,4	6 054	- 10,8	- 8,1
Bretagne	14 928	- 9,7	10 418	- 8,0	25 346	- 9,0	- 7,2
France métropolitaine	197 148	- 8,0	233 286	- 5,8	430 434	- 6,8	- 2,0

* : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

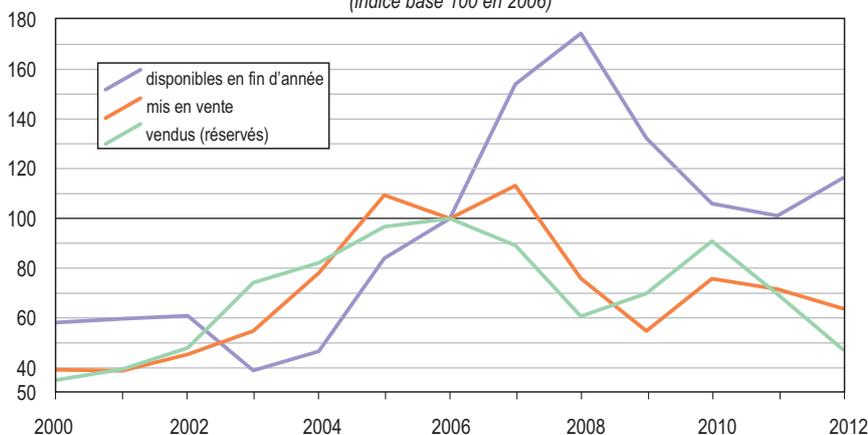
Note : données brutes, en date réelle

Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, Sit@del2

Deuxième année consécutive de baisse des ventes

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Bretagne
(indice base 100 en 2006)



Note : données brutes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

économique entre 2011 et 2012. Pour autant, on peut constater que les surfaces autorisées à la construction en Bretagne représentent 5,2 % de l'ensemble des surfaces autorisées en France métropolitaine en 2012, contre 5,6 % en 2011.

Nouveau recul sur le marché de la promotion immobilière...

Amorcée en 2011, la réduction des mises en vente et réservations d'appartements neufs se poursuit en 2012 : 5 400 appartements ont été proposés à la vente et 3 500 ont été vendus, soit respectivement 4 % et 31 % de moins qu'en 2011. Comme l'année précédente, les ventes ont fortement chuté au premier trimestre 2012, les éventuels acheteurs ayant préféré conclure leur projet avant la fin 2011. Les ventes ne se sont pas pour autant redressées de manière significative pendant le reste de l'année.

En 2012, le délai d'écoulement des stocks s'est allongé de 8 mois : 20 mois contre 12 en 2011.

Avec 63 % des nouvelles offres et 55 % des réservations, l'Ille-et-Vilaine demeure au premier rang des départements bretons. Comme l'an passé, le Morbihan occupe la deuxième place concernant les réservations (25 %), mais il cède le deuxième rang au Finistère pour les mises en vente.

Les stocks de logements proposés à la vente augmentent fortement en Ille-et-Vilaine (+ 67 %) et dans une moindre mesure dans le Finistère (+ 14 %). A l'opposé, les Côtes-d'Armor perdent de nouveau du terrain sur le marché immobilier neuf, puisque ce département ne représente plus que 7 % du potentiel de la région.

Baisse générale du nombre de permis de construire pour les maisons

En 2012, 14 930 permis de construire de maisons individuelles ont été accordés en Bretagne, soit une diminution de 10 % en un an. La baisse est particulièrement marquée dans le Finistère (- 13 %) et en Ille-et-Vilaine (- 12 %). Elle est plus modérée dans le Morbihan (- 5 %). Contrairement à 2011, il y a eu plus de permis de construire délivrés pour des maisons individuelles dans le Morbihan que dans le Finistère. Les Côtes-d'Armor suivent l'évolution régionale (- 9 %).

2 % de plus qu'en 2011 qui présentait déjà une belle remontée de l'activité. Le Finistère tire la croissance (+ 26 %), ainsi que les Côtes-d'Armor (+ 11 %) et plus modérément l'Ille-et-Vilaine (+ 3 %). A l'inverse, le potentiel d'activité dans le Morbihan recule nettement (- 19 %).

Les surfaces de locaux dédiés à l'activité économique évoluent moins favorablement en Bretagne qu'en France métropolitaine

À compter du 1^{er} mars 2012, « la surface de plancher » se substitue à la surface hors œuvre nette (SHON) dans le code de l'urbanisme. Les permis déposés ou modifiés depuis cette date intègrent cette nouvelle mesure des surfaces. De ce fait, il n'est pas possible de comparer en niveau l'évolution des surfaces de locaux dédiés à l'activité

Le collectif se maintient

Avec près de 9 550 appartements autorisés à la construction, les projets de construction dans le collectif se portent mieux en 2012 :

Sur le marché du neuf les ventes reculent fortement en Bretagne

Prix de vente des maisons et des appartements neufs (en %)

	Bretagne			France métropolitaine		
	En 2012 (nombre ou prix en euro)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans**	En 2012 (nombre ou prix en euro)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans**
Maisons neuves						
Nombre de ventes en 2012*	448	- 38,9	- 10,5	8 359	- 18,2	- 12,7
Prix moyen par maison en 2012	213 427	4,1	1,3	250 403	1,5	0,0
Appartements neufs						
Nombre de ventes en 2012*	3 488	- 31,1	- 12,1	77 853	- 17,9	- 6,8
Prix moyen au m ² en 2012	3 094	- 0,9	2,5	3 861	2,1	3,4

* : réservations avec dépôt d'arrhes

** : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

Dans le cadre de programmes de mise en vente d'au moins cinq logements, essentiellement par des promoteurs immobiliers, la vente de maisons individuelles recule de 39 % cette année, alors qu'elle avait déjà baissé de 22 % en 2011. Les mises en vente chutent de moitié, et le niveau des stocks baisse de 13 %.

... avec un léger impact sur les prix

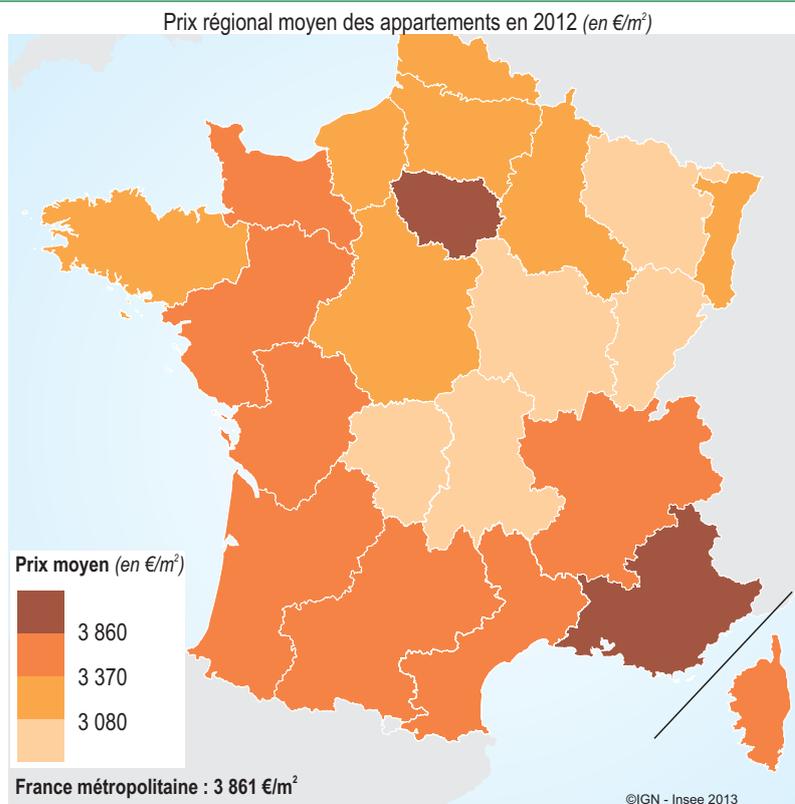
Avec 3 094 euros par m² en moyenne en 2011, le prix des appartements neufs est en baisse de 0,9 % sur un an.

Cette légère baisse s'observe en Ile-et-Vilaine (3 128 €/m²) et dans le Morbihan (3 045 €/m²). Les deux autres départements se distinguent par des évolutions opposées : en Côtes-d'Armor, les prix augmentent de 13 % pour atteindre le prix moyen le plus élevé (3 518 €/m²), en raison notamment de programmes chers et de standing dans plusieurs stations balnéaires de ce département. A l'inverse dans le Finistère, et notamment à Brest, les prix baissent de 9 %. C'est dans ce département que les prix sont les moins élevés (2 803 €/m²).

En Bretagne, le prix moyen d'une maison (terrain compris) s'établit à 213 427 € en 2012. Ce prix varie de 156 133 € dans les Côtes-d'Armor à 227 867 € en Ile-et-Vilaine. Les prix moyens sont en hausse au niveau régional (+ 4 %) et spécialement en Ile-et-Vilaine (+ 11 %). Par contre, ils baissent de 8 % dans le Finistère (178 865 €) et de 15 % dans les Côtes-d'Armor

■ Bruno Rul - DREAL

Appartements neufs : la Bretagne en dessous des prix observés dans les autres régions de la façade atlantique



Champ : France métropolitaine
Source : SOeS, ECLN

LEXIQUE

- **Logement ordinaire** : logement hors logement en résidence (tourisme, étudiants, personnes âgées ...).
- **Logement autorisé** : logement (maison individuelle ou appartement dans un immeuble collectif), non encore réalisé, dont la demande de permis de construire a reçu un avis favorable.
- **Logement commencé** : logement (maison individuelle ou appartement dans un immeuble collectif), dont le chantier de construction est commencé.
- **Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)** : enquête trimestrielle réalisée par la Dreal sur l'ensemble des logements neufs commercialisés dans le cadre de programmes (de promoteurs essentiellement) d'au moins cinq logements, destinés à la vente aux particuliers.

Chute des immatriculations et baisse du trafic routier de marchandises

En 2012, les immatriculations de véhicules neufs diminuent fortement en Bretagne et passent sous le seuil des 100 000. Le trafic routier de marchandises est lui aussi orienté à la baisse. En revanche, le transport aérien progresse, essentiellement grâce à l'augmentation de l'offre des compagnies low cost.

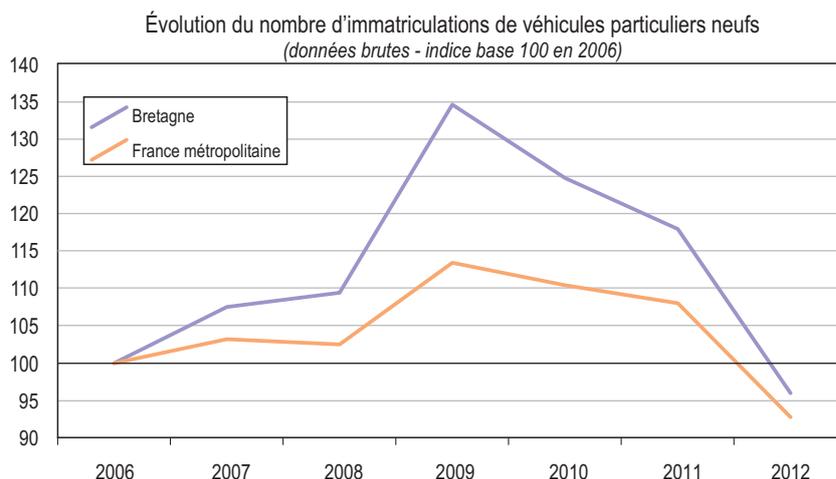
Forte chute des immatriculations en 2012

Depuis 2009 et la suppression progressive de la prime à la casse, le nombre annuel d'immatriculations de véhicules neufs diminue. En 2012, elles chutent de 20 000, la Bretagne passant ainsi en-dessous du seuil annuel des 100 000 véhicules neufs immatriculés.

Ce net repli est plus important en Bretagne (- 17,4 %) qu'en France métropolitaine (- 13,4 %) et ce constat se vérifie quel que soit le type de véhicules.

En Bretagne, les véhicules particuliers connaissent la plus forte baisse (- 18,6 %) mais les immatriculations de véhicules utilitaires légers et de véhicules industriels à moteur diminuent également de 12 %. Le Morbihan se distingue par un recul des immatriculations moins important que dans les trois autres départements.

Forte diminution depuis 2009



Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

Moins de 100 000 véhicules neufs immatriculés en 2012

Évolution des immatriculations de véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers*		Véhicules industriels à moteur**		Ensemble immatriculations***	
	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)
Côtes-d'Armor	13 619	- 19,7	2 890	- 18,6	495	- 11,0	17 030	- 19,2
Finistère	21 480	- 19,5	4 293	- 19,0	550	- 15,6	26 349	- 19,5
Ille-et-Vilaine	22 114	- 19,0	6 812	- 8,6	1 359	- 14,7	30 363	- 16,8
Morbihan	17 549	- 16,0	3 921	- 5,5	648	- 2,8	22 159	- 14,0
Bretagne	74 762	- 18,6	17 916	- 12,4	3 052	- 12,0	95 901	- 17,4
France métropolitaine	1 857 013	- 14,1	380 254	- 10,6	45 631	- 7,7	2 288 974	- 13,4

Note : données brutes.

*: camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

** : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

*** : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV.

Importations de marchandises nettement orientées à la baisse

Avec 15 900 millions de tonnes-kilomètres transportées en 2012, le flux global de marchandises en Bretagne diminue de 8 points en un an à l'instar de la baisse constatée sur l'ensemble du pays. Ces marchandises transportées se répartissent presque équitablement entre un tiers de marchandises importées, un tiers exportées et un dernier tiers véhiculées au sein de la région. En 2012, les importations de marchandises ont le plus fortement diminué (- 11,5 %) alors que les exportations (- 7 %) et surtout le transport intrarégional (- 5 %) ont mieux résisté.

Augmentation du trafic passagers grâce à la croissance des vols low cost

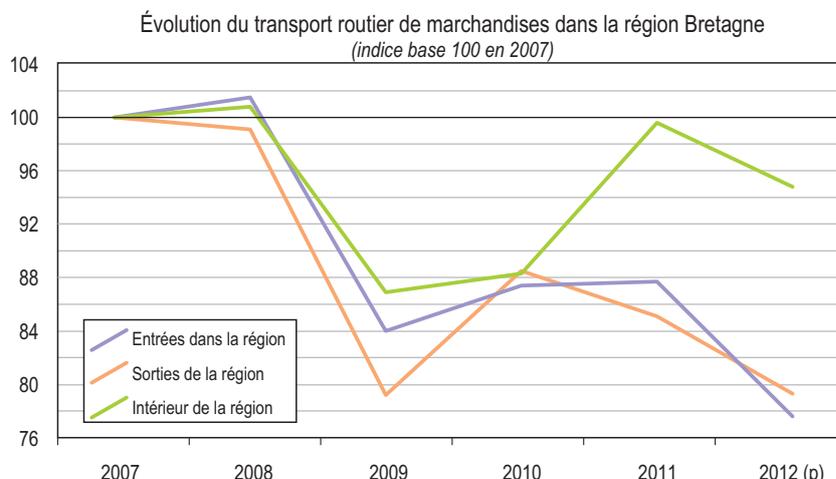
Avec près de 2 millions de passagers en 2012, le trafic aérien augmente de 5 % en Bretagne sur un an. 83 % des passagers voyagent sur des lignes intérieures et 17 % sur des lignes internationales.

Le transport par les compagnies low cost progresse de 11 % en 2012 et représente maintenant 24 % du trafic aérien total contre 21 % il y a trois ans.

L'offre low cost s'est en effet renforcée en Bretagne ces dernières années avec l'arrivée de Chailair et Easyjet à Brest fin 2010, d'Aer Lingus à Rennes à l'été 2011, de Vueling à Brest et de RyanAir à Dinard début 2012.

■ Pascal Lauzier - DREAL

Diminution du trafic de marchandises



p : données provisoires

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Un trafic routier de marchandises en baisse de 8 %

Évolution du transport routier de marchandises

	2012 (p) (millions de Tonnes- Kilomètres transportées)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans*
Bretagne			
Entrées dans la région	5 823,5	- 11,5	- 4,9
Sorties de la région	5 164,3	- 6,8	- 4,5
Intérieur de la région	4 871,9	- 4,7	- 1,1
Total	15 859,8	- 8,0	- 3,7
France métropolitaine	254 621,1	- 7,9	- 4,9

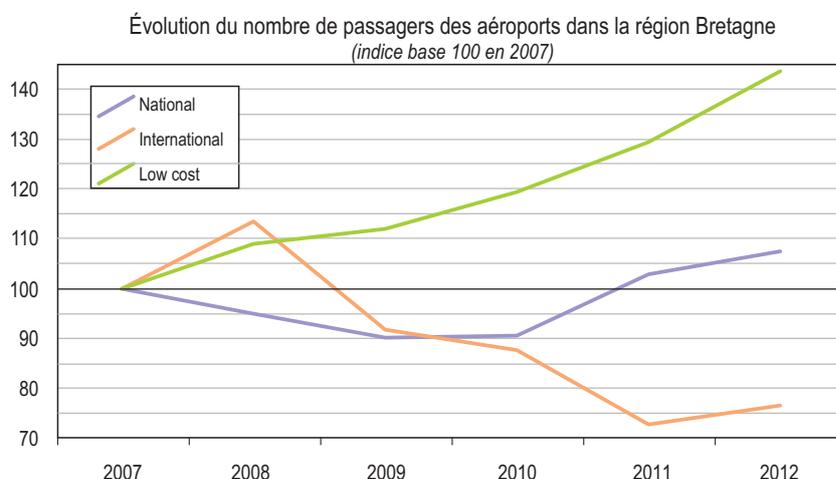
p : données provisoires.

* : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

Poursuite de la croissance du trafic low cost



Source : Union des aéroports français

Baisse de fréquentation en 2012 pour les hôtels et campings bretons

La fréquentation est en recul en 2012, et particulièrement dans l'hôtellerie de plein air, amplifiant le décrochage de la Bretagne observé depuis 2005.

La clientèle étrangère, déjà relativement peu présente en Bretagne, poursuit son repli. Seul le haut de gamme maintient sa progression.

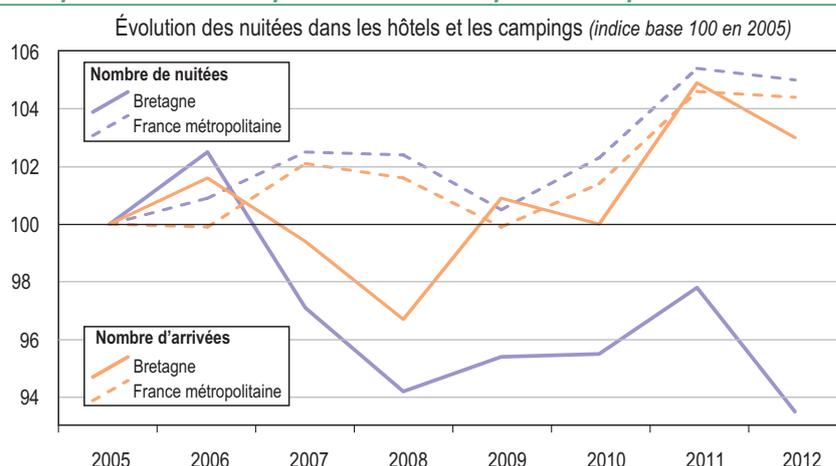
La météo maussade de 2012 n'a pas contribué à favoriser les séjours dans les hôtels et campings de la région. Si le nombre d'arrivées en Bretagne décroît modérément de - 1,8 % en 2012 par rapport à 2011, le nombre de nuitées chute plus fortement (- 4,4 %) car la durée moyenne des séjours raccourcit. Les chiffres de France métropolitaine restent quasi stables.

L'année 2012 amplifie les tendances observées depuis 2005 : la Bretagne attire moins les touristes qu'avant. Depuis 2005, si les arrivées ont augmenté de 3 %, les nuitées n'ont pas suivi la même croissance en baissant de 6,5 %. Les durées moyennes de séjour par personne sont donc plus courtes qu'auparavant. La Bretagne se distingue de la métropole où les nuitées ont progressé de 5 % sur la même période. Ainsi, parmi les régions métropolitaines, la part des nuitées en hôtels ou campings effectuées en Bretagne est passée de 5,7 % en 2006 à 5,0 % en 2012.

Les durées moyennes de séjour des touristes étrangers en Bretagne sont toujours plus longues que celles des Français dans la région (3,5 jours contre 2,6 jours) et celles des touristes étrangers en France métropolitaine (2,7 jours).

La nouvelle classification des établissements accompagne l'évolution de la clientèle vers la recherche de plus de confort. Depuis 2005, l'activité des établissements de 3 à 5 étoiles augmente alors que celle de 0 à 2 étoiles diminue. Si la réforme du classement hôtelier (loi du 22 juillet 2009) explique en partie ce mouvement, la montée en gamme n'en demeure pas moins une tendance de fond

La fréquentation touristique à son niveau le plus bas depuis 2005



Note : les données hôtellerie jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et décembre sont des données « consolidées ». Les données camping 2012 sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.
Sources : INSEE ; DGCS ; partenaires régionaux

avec même une accélération du processus en 2012.

Hôtels : léger tassement

Avec 6,8 millions de nuitées en 2012, la fréquentation hôtelière en Bretagne est en légère régression (- 0,8 %) par rapport à 2011. Tous les départements sont orientés à la baisse sauf l'Ille-et-Vilaine (+ 0,7 %), département qui concentre près de 38 % des nuitées de la région. A l'opposé, le Finistère subit la diminution la plus marquée (- 2,6 %). Les évolutions depuis 2005 dessinent la même tendance. Le nombre de nuitées en Bretagne s'est globalement contracté de 2,1 %. La baisse atteint jusqu'à - 7,4 % dans le Finistère tandis qu'en Ille-et-Vilaine les nuitées augmentent de 2,4 %. La tendance

est très différente en métropole : si les nuitées sont au même niveau qu'en 2011, elles ont progressé de 3,4 % depuis 2005.

En 2012, la baisse de fréquentation est un peu plus forte pour la clientèle française (- 0,9 %) que pour les touristes étrangers (- 0,6 %). Ces derniers représentent 12,6 % des arrivées et 14,9 % des nuitées en Bretagne. Leur évolution est contrastée au sein de la région : stabilité en Ille-et-Vilaine (département représentant plus de 44 % du total des nuitées de la clientèle étrangère), en net repli dans les Côtes-d'Armor et le Finistère et en hausse de près de 13 % dans le Morbihan (après un repli de 8,6 % en 2011). Depuis 2005, la Bretagne a perdu près du quart de ses nuitées pour la clientèle étrangère alors qu'en métropole, le repli n'a été que de 4,4 %. Cette contraction est très

Hôtels : la fréquentation ne progresse en 2012 qu'en Ile-et-Vilaine

Nombre de nuitées dans les hôtels par département (en %)

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2012 par une clientèle étrangère
	2012 (en milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans*	
Côtes-d'Armor	970	-1,6	-0,8	15,3
Finistère	1 615	-2,6	-1,1	13,8
Ile-et-Vilaine	2 563	0,7	0,0	17,5
Morbihan	1 644	-1,1	-0,1	11,7
Bretagne	6 793	-0,8	-0,4	14,9

Note : Les données jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données « consolidées ».

* : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

marquée dans les Côtes-d'Armor (-32 %) et dans le Finistère (-36 %) mais plus atténuée en Ile-et-Vilaine (-15 %).

En 2012, le nombre d'arrivées, toutes clientèles confondues, est en repli de -0,7 % après une forte progression en 2011 (+6,7 %). Depuis 2005, les arrivées ont progressé de 4,5 % en Bretagne, soit plus qu'au niveau métropolitain (+2,8 %). La hausse est conséquente dans les Côtes-d'Armor (+9 %) et le Morbihan (+6,9 %) alors que le Finistère est le seul département breton orienté à la baisse (-2,7 %).

Sur cette période, les Français ont augmenté leur nombre de séjours en Bretagne, mais réduit leur durée. Les courts séjours deviennent ainsi la norme. La durée moyenne de séjour de la clientèle étrangère reste relativement stable. Elle varie de 1,8 jour en

Ile-et-Vilaine jusqu'à 2,4 jours dans le Morbihan. En revanche, le nombre de leurs séjours a diminué (-2,9 % par rapport à 2011).

Campings : nouvelle dégradation

Si le repli de la fréquentation a été modéré dans l'hôtellerie en 2012, il n'en est pas de même pour les campings qui ont subi un recul bien plus sévère. Le nombre d'arrivées dans les campings, quasi stable en métropole par rapport à 2011, est en baisse de 4,5 % au niveau régional. La situation s'est particulièrement dégradée en Ile-et-Vilaine (-6,4 %) et dans les Côtes-d'Armor (-7,7 %).

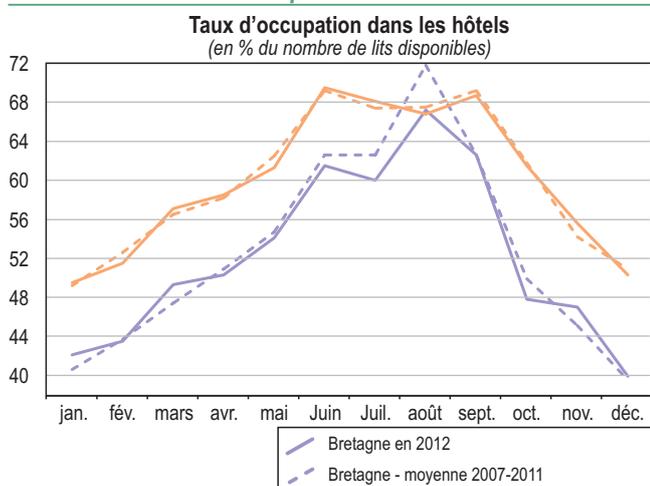
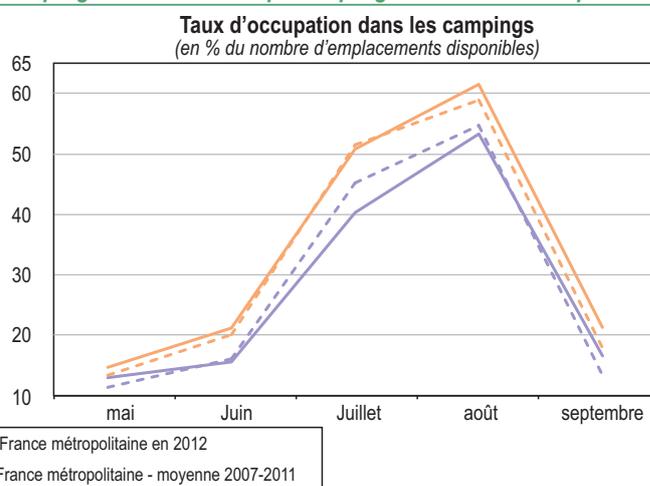
La clientèle étrangère suit la même tendance (-4,9 %), avec une baisse très marquée des

arrivées dans le Morbihan (-12,8 %) et les Côtes-d'Armor (-10,8 %) pendant que le Finistère, après une chute de près de 12 % en 2011, reprend des couleurs en 2012, avec une croissance de 4,7 %. Ce repli de la clientèle étrangère constaté en Bretagne va à l'encontre de la hausse de 2,1 % enregistrée sur l'ensemble du pays.

La dégradation est encore plus forte en nuitées : -7 % en Bretagne et même -10 % dans les Côtes-d'Armor. Cette désaffection des campings bretons n'est pas nouvelle. Depuis 2005, le nombre de nuitées a régressé de 10 %, passant sous la barre des 8,4 millions de nuitées en 2012. La tendance en France est inverse avec plus de 8 % d'augmentation sur la même période.

La fréquentation de la clientèle étrangère en 2012 baisse dans les mêmes proportions. Elle est très marquée dans le Morbihan (-15,1 %) et les Côtes-d'Armor (-16,1 %). Grâce notamment à la fête maritime « Les Tonnerres de Brest » organisée tous les quatre ans, le Finistère enregistre une progression de 2,5 % de sa fréquentation. Ce département représente à lui seul plus de 42 % de la fréquentation étrangère dans les campings bretons en 2012.

Le repli de la clientèle non-française est une tendance qui s'observe depuis plusieurs années en Bretagne. En France métropolitaine, la fréquentation étrangère est stable. En sept ans, le quart de cette clientèle a quitté les campings bretons. Le Morbihan et les Côtes-d'Armor sont particulièrement touchés, avec des baisses du nombre de nuitées

Hôtels : la haute saison en perte de vitesse**Campings : le taux d'occupation progresse en mai et septembre**

Note : les données hôtellerie jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et décembre sont des données « consolidées ». Les données camping 2012 sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : INSEE ; DGCS ; partenaires régionaux

Fort recul de la fréquentation des campings

Nombre de nuitées dans les campings par département (en %)

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2012	
	2012 (en milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans*	par une clientèle étrangère	sur emplacements localitifs
Côtes-d'Armor	1 467	- 10,1	- 2,5	24,8	38,6
Finistère	3 058	- 4,8	- 0,3	28,1	53,4
Ille-et-Vilaine	840	- 7,0	- 0,9	41,7	47,8
Morbihan	3 031	- 8,0	- 1,0	15,1	44,2
Bretagne	8 395	- 7,1	- 1,0	24,2	46,9
France métropolitaine	105 682	- 1,0	1,6	33,6	44,6

Note : données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre

* : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

étrangères depuis 2005 respectivement de 38 % et 30 %.

La clientèle étrangère représente près du quart des nuitées en campings, contre un tiers en métropole. En Ille-et-Vilaine, ce taux atteint 42 %, en recul par rapport à 2005 où il était de 48 %.

La durée moyenne de séjour de la clientèle étrangère varie de 4,5 jours en Ille-et-Vilaine à 6,4 dans le Finistère.

La baisse de la clientèle française est similaire dans tous les départements bretons.

Les tensions économiques s'accompagnent d'une réduction des déplacements et des budgets « vacances ». Les séjours en campings en 2012 ont été moins nombreux et de plus courte durée.

Le campeur attiré vers plus de confort

En 2012, la clientèle tant française qu'étrangère continue à plébisciter le confort, malgré la crise. L'offre et la demande en emplacements de campings s'orientent vers plus

d'emplacements localitifs avec mobil-home, bungalow ou chalet et moins d'emplacements nus pour les tentes et caravanes. Les emplacements localitifs, toujours en progression (+ 2 points par rapport à 2011), représentent 47 % de l'activité en 2012, contre seulement 26 % en 2005. Les Côtes-d'Armor restent un peu en retrait (38 %), au contraire du Finistère où les emplacements localitifs représentent plus d'une nuitée sur deux (53 %).

Les emplacements nus comme localitifs sont moins souvent occupés cette saison qu'en 2011. Cependant les emplacements localitifs présentent toujours de bien meilleurs taux d'occupation (52,1 %) que les emplacements nus (22,8 %). Par ailleurs, la diminution des nuitées est moindre pour les emplacements localitifs (- 2,4 %) que pour les emplacements nus (- 10,9 %) et ce aussi bien pour les clientèles française ou étrangère. Le mobil-home semble être préféré à la toile de tente, dans un contexte de météo incertaine.

De même, en un an, les nuitées dans les campings de 1 ou 2 étoiles se sont effondrées de 23 %. Elles sont restées stables en 3 à 5 étoiles, grâce à un report de l'offre qui est montée en gamme.

■ Robert Granger,
Jean-François Hervé,
Carole Rieu - Insee

La part de la clientèle étrangère est plus faible en Bretagne

Fréquentation des hôtels et des campings (en milliers)

	Bretagne		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées	3 996	1 556	108 730	19 684
Français	3 495	1 190	77 809	12 554
Étrangers	502	366	30 920	7 130
Nuitées	6 793	8 395	198 376	105 682
Français	5 781	6 364	130 008	70 219
Étrangers	1 012	2 031	68 368	35 463
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,7	5,4	1,8	5,4
Français	1,7	5,3	1,7	5,6
Étrangers	2,0	5,5	2,2	5,0

Note : Les données hôtellerie jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données « consolidées ». Les données camping 2012 sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux